

STATEC

Questions UEL

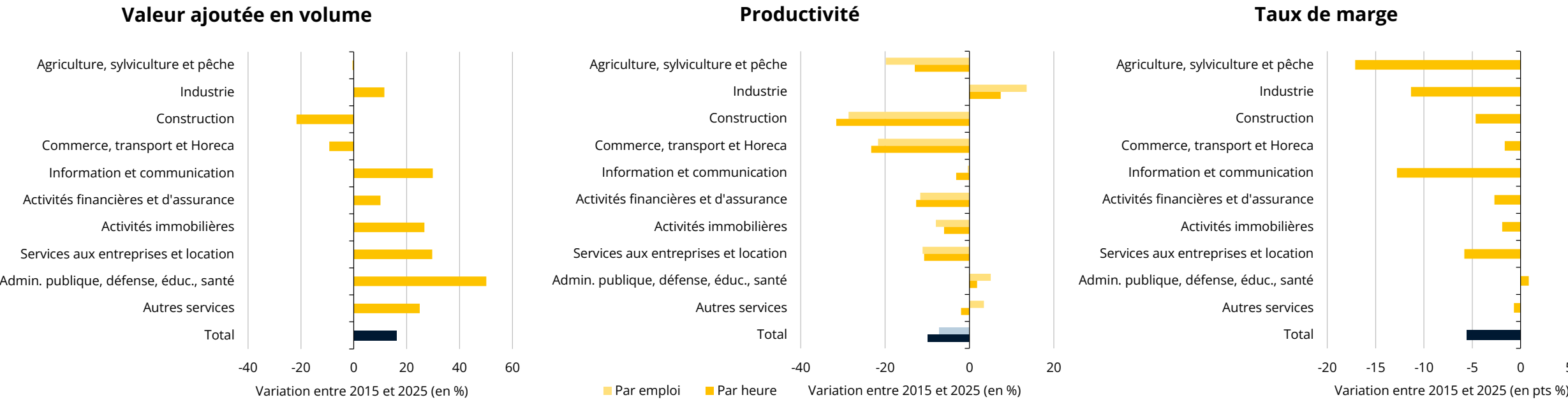




1. Economie et emploi

1.1 Évolution du PIB réel et par secteur économique (VAB sectorielle) entre 2015 et 2025

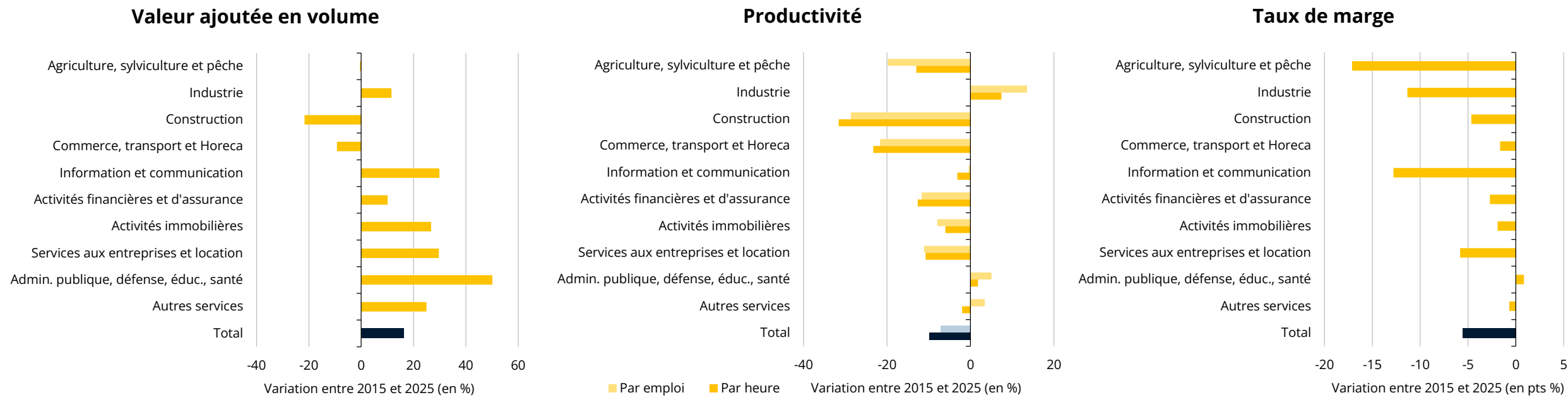
Progression de la valeur ajoutée par branche d'activité, à l'exception de la construction et de l'agrégat commerce, transport et Horeca



Entre 2015 et 2025 la valeur ajoutée en volume a augmenté de 16%, contre près de 30% pour l'emploi.

1.2 Évolution de la productivité nationale par heure travaillée et par emploi entre 2015 et 2025

Baisse de la productivité par heure et par emploi (Total du graphique du milieu)

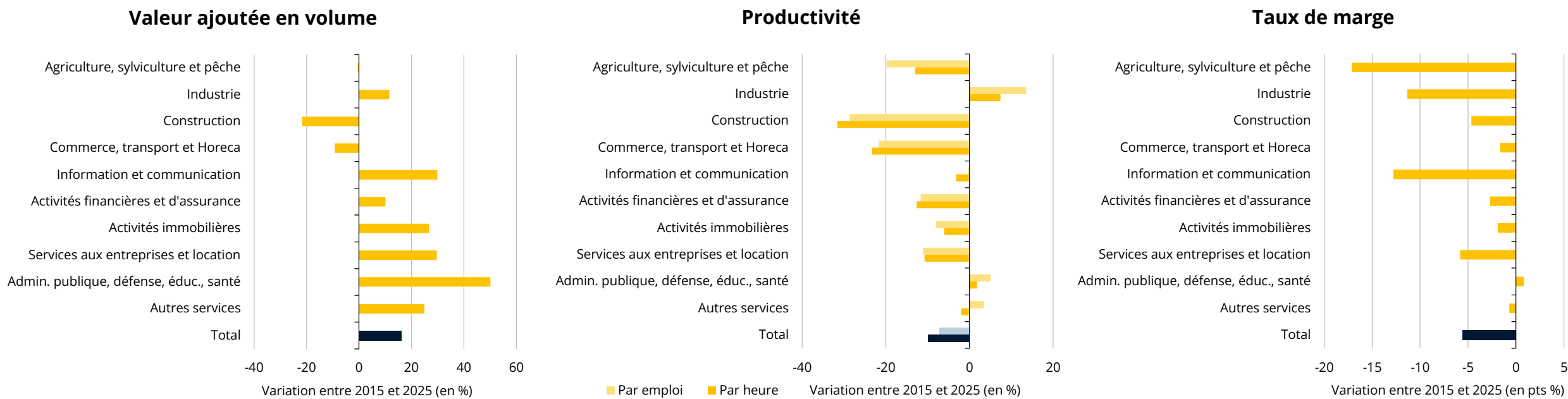


La productivité apparente du travail s’est largement dégradée au Luxembourg entre 2021 et 2023. Elle a continué à se replier en 2024, à un rythme toutefois inférieur à celui des trois années précédentes, et s’est tout juste stabilisée en 2025 (alors qu’elle a enregistré un rebond en zone euro l’année passée).

Sur ces deux années prises ensemble, le repli de la productivité – qui indique que le volume de travail presté ne s’est pas ajusté proportionnellement à l’évolution de l’activité – émane principalement des mêmes branches où l’évolution de la valeur ajoutée a évolué de manière défavorable, à savoir celles des services aux entreprises, des services d’information et communication ainsi que du commerce.

1.3 Évolution de la productivité par secteur économique et par emploi entre 2015 et 2025

Baisse généralisée de la productivité et du taux de marge

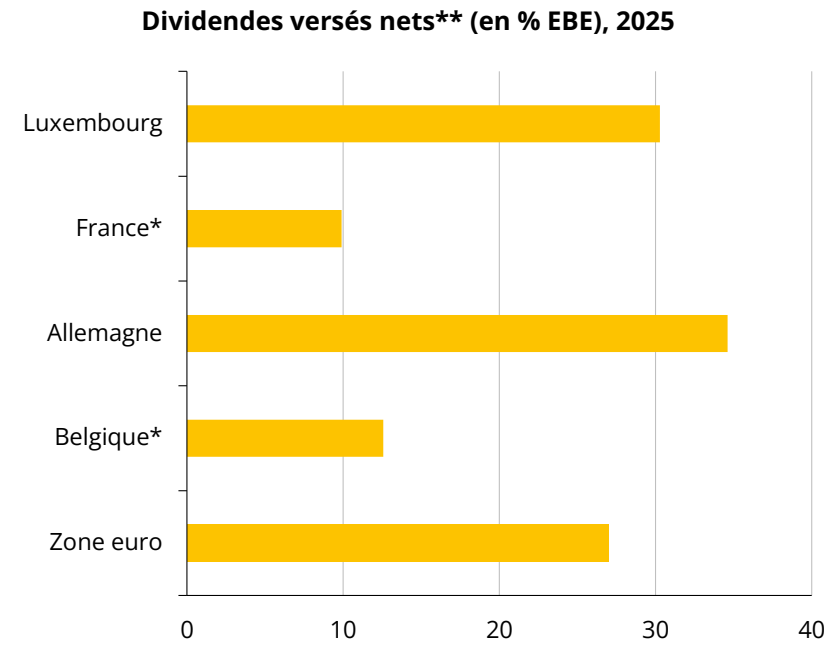
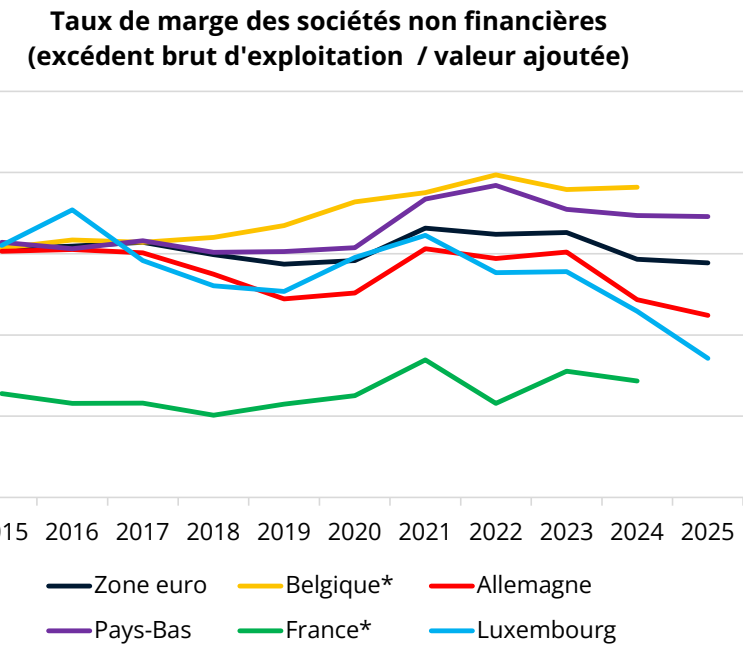


La productivité apparente du travail s’est largement dégradée au Luxembourg entre 2021 et 2023. Elle a continué à se replier en 2024, à un rythme toutefois inférieur à celui des trois années précédentes, et s’est tout juste stabilisée en 2025 (alors qu’elle a enregistré un rebond en zone euro l’année passée).

Sur ces deux années prises ensemble, le repli de la productivité – qui indique que le volume de travail presté ne s’est pas ajusté proportionnellement à l’évolution de l’activité – émane principalement des mêmes branches où l’évolution de la valeur ajoutée a évolué de manière défavorable, à savoir celles des services aux entreprises, des services d’information et communication ainsi que du commerce.

1.4 Évolution de la rentabilité, globale et par secteur économique, entre 2015 et 2025 (quid de mettre à jour l'étude présentée par le STATEC dans le cadre du Plan PME ?)

Taux de marge – Comparaison avec les pays voisins

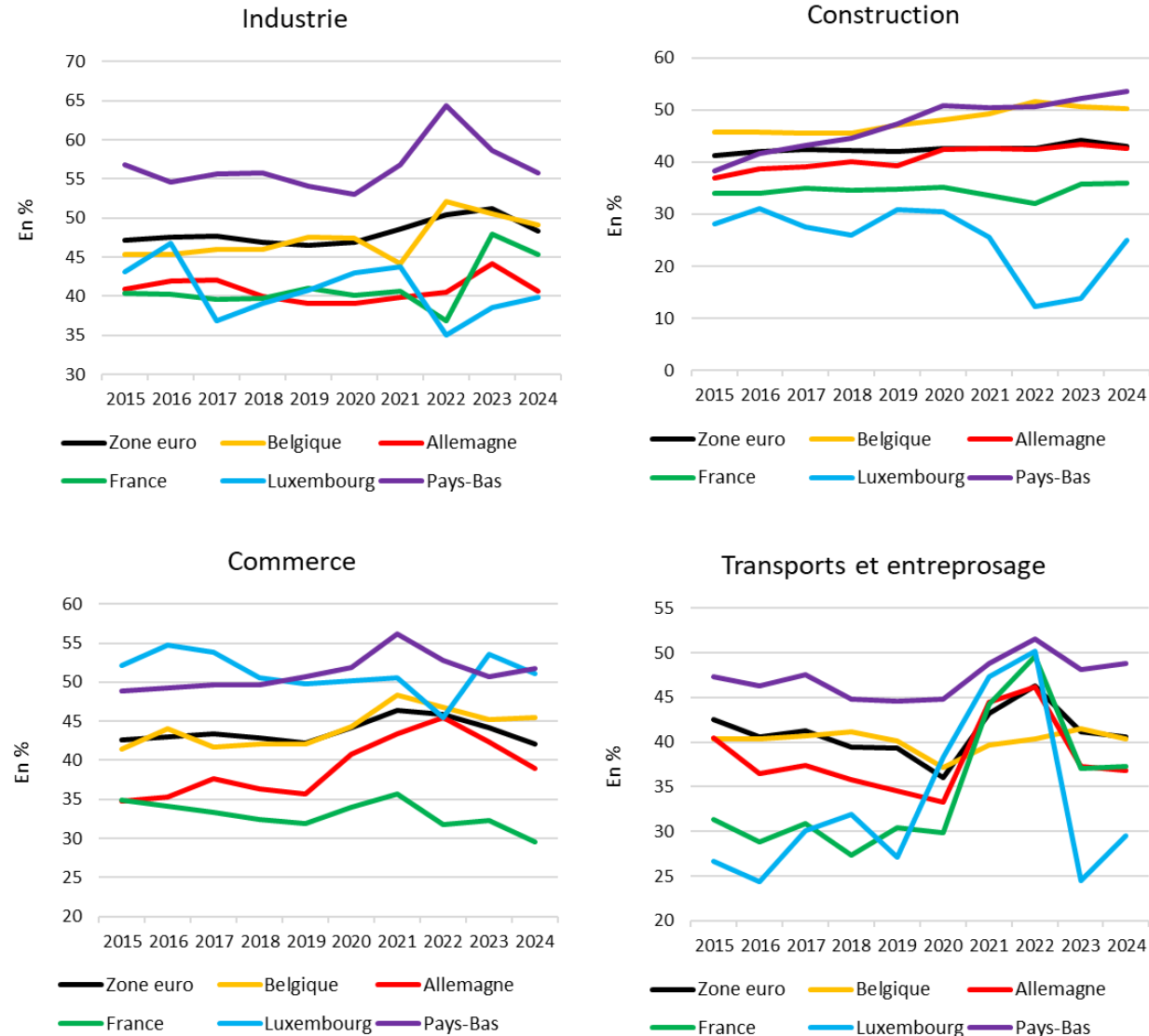


Sources: Eurostat, STATEC (Comptes nationaux)

Le taux de marge (= taux de profit) des SNF affiche un repli marqué au Luxembourg sur les 4 dernières années, en raison notamment d'une progression bien plus forte de la masse salariale et de la part salariale dans la VAB, cf. commentaire ci-avant)
La part de l'investissement dans l'EBE est plus ou moins stable sur les dix dernières années (environ 45%), un niveau plus bas qu'en zone euro
La part des dividendes versés fluctue en revanche beaucoup d'une année à l'autre. Elle était de 13% en 2015 et a atteint 30% en 2025.

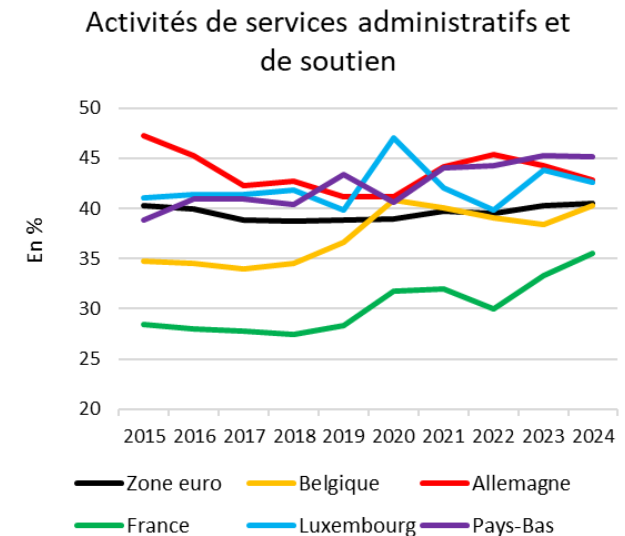
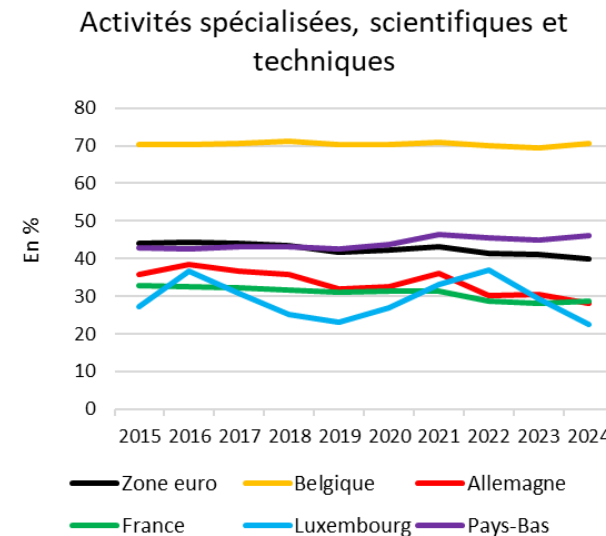
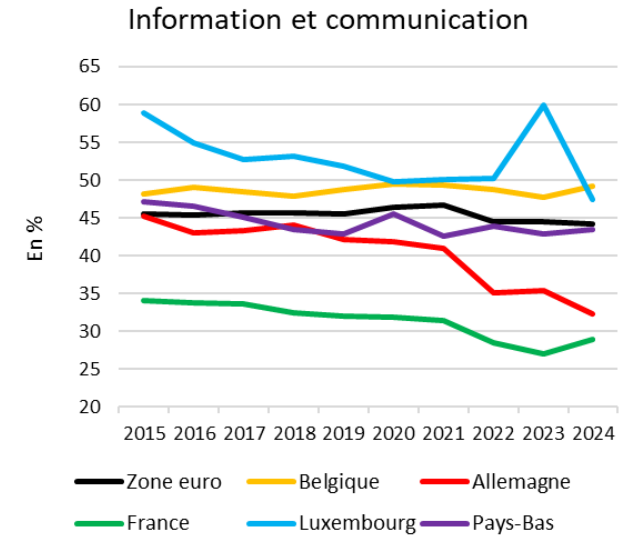
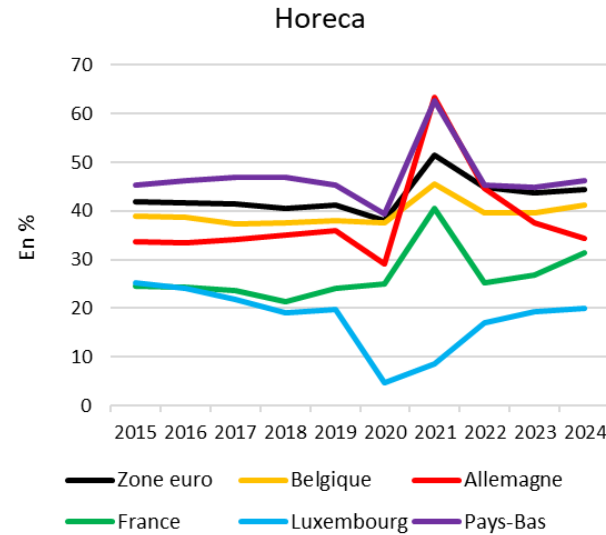
1.4 Évolution de la rentabilité, globale et par secteur économique, entre 2015 et 2025 (quid de mettre à jour l'étude présentée par le STATEC dans le cadre du Plan PME ?)

Taux de marge par branche (1/2)



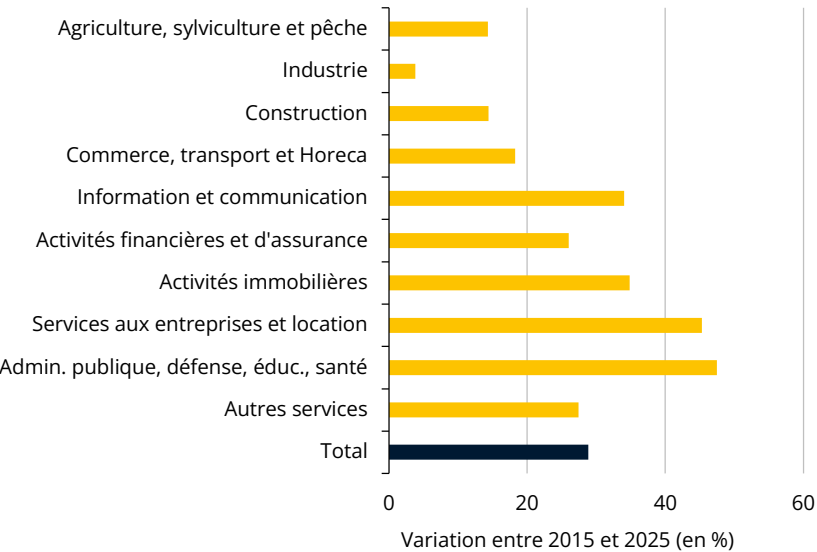
1.4 Évolution de la rentabilité, globale et par secteur économique, entre 2015 et 2025 (quid de mettre à jour l'étude présentée par le STATEC dans le cadre du Plan PME ?)

Taux de marge par branche (2/2)

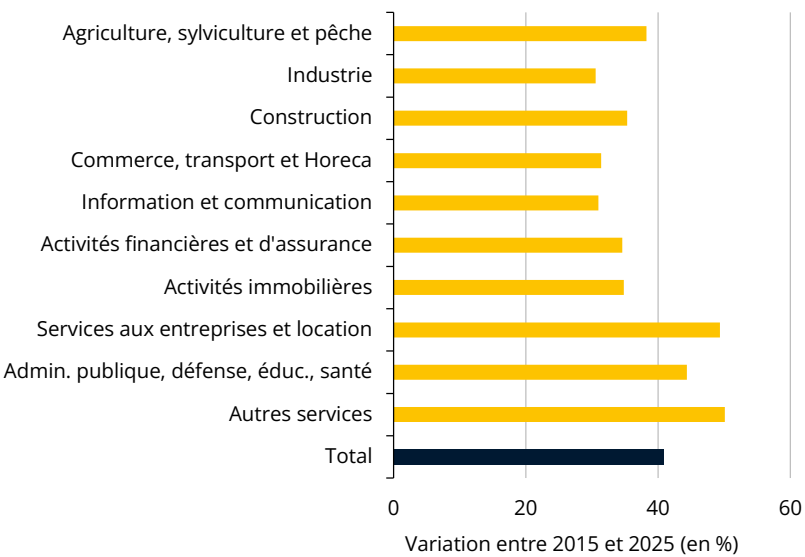


1.5 Évolution du cout du travail, global et par secteur économique, entre 2015 et 2025

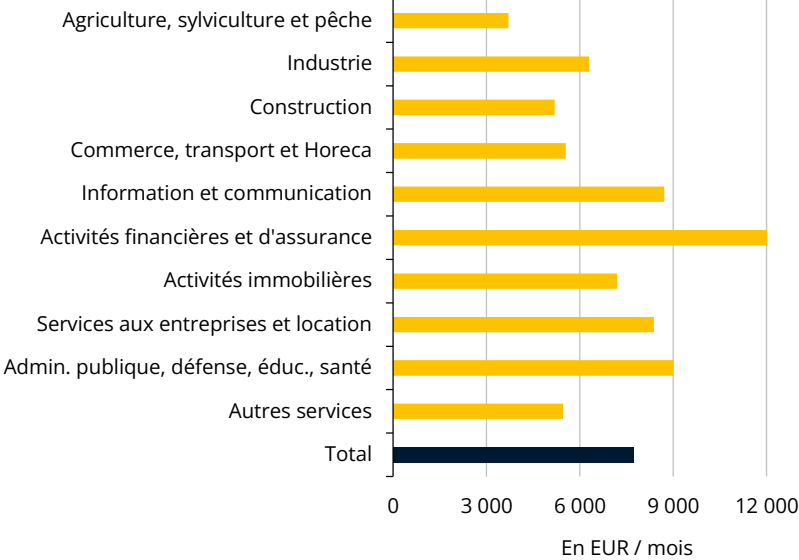
Emploi



Coût salarial moyen

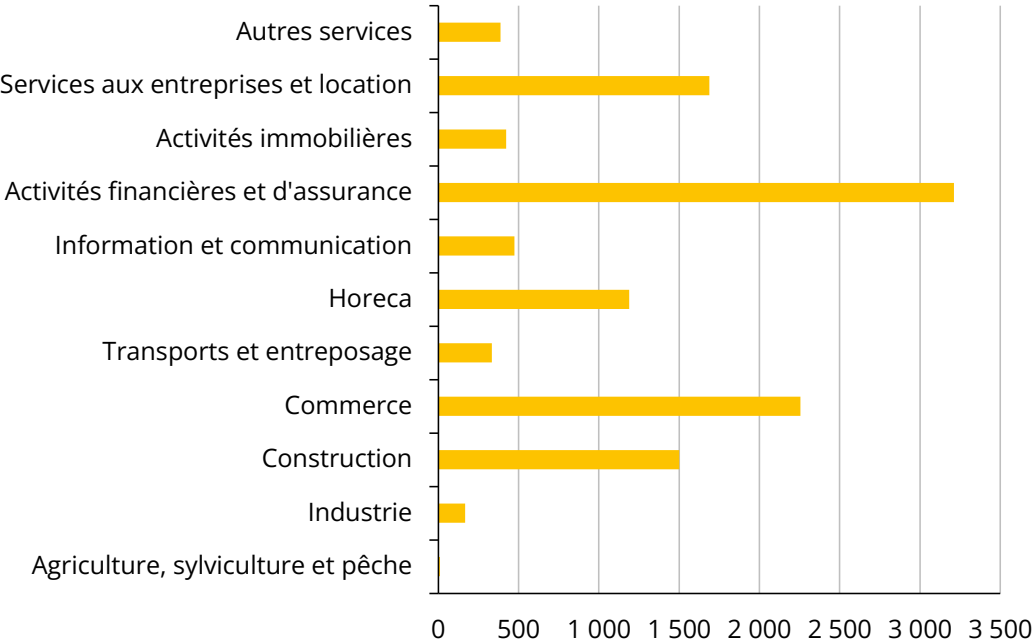


Coût salarial moyen par mois (2025)

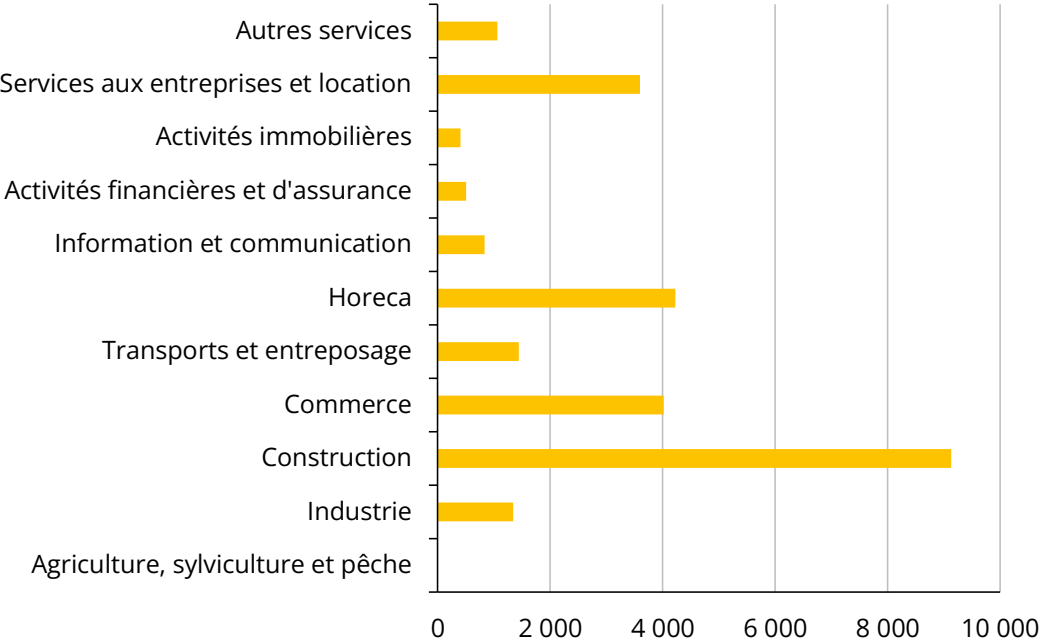


1.6 Évolution des cessations volontaires et des faillites, globales et par secteur économique, entre 2015 et 2025

Nombre d'entreprises en faillite (total sur 2015 - 2025)

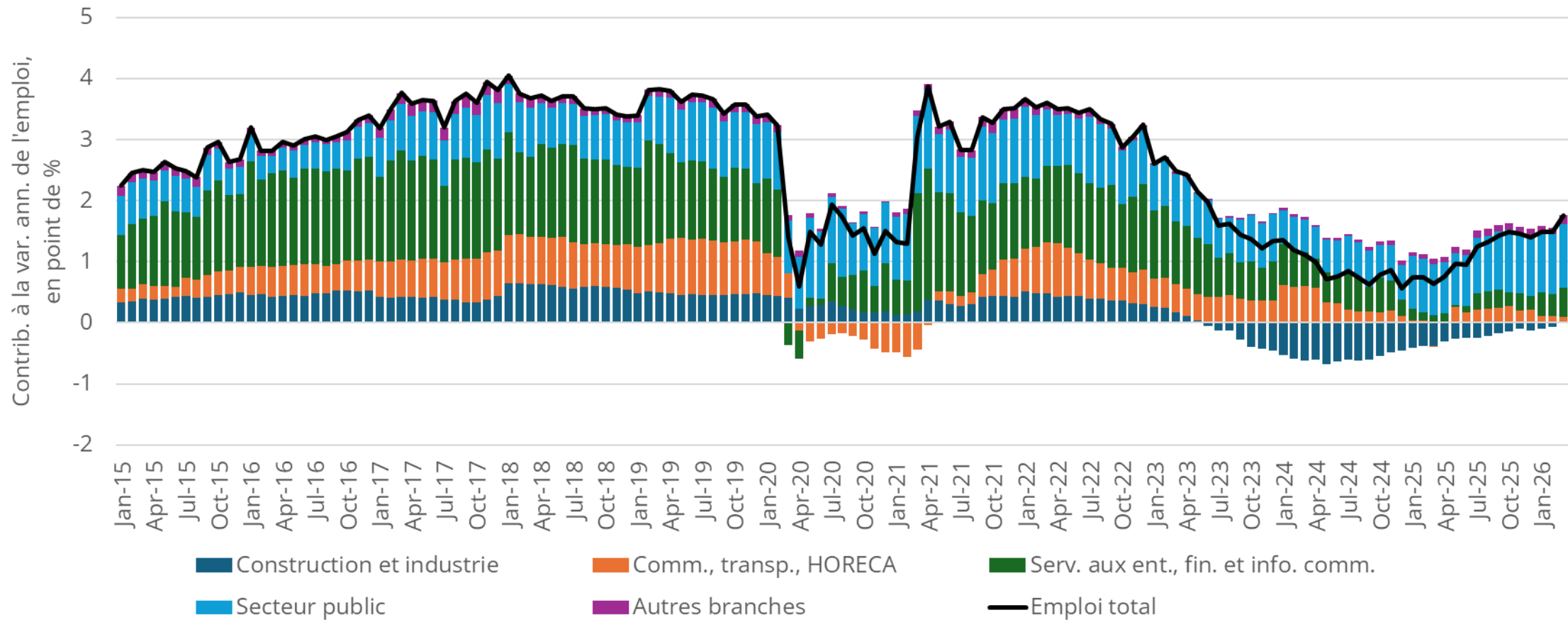


Nombre de pertes d'emplois dues aux faillites (2015 - 2025)



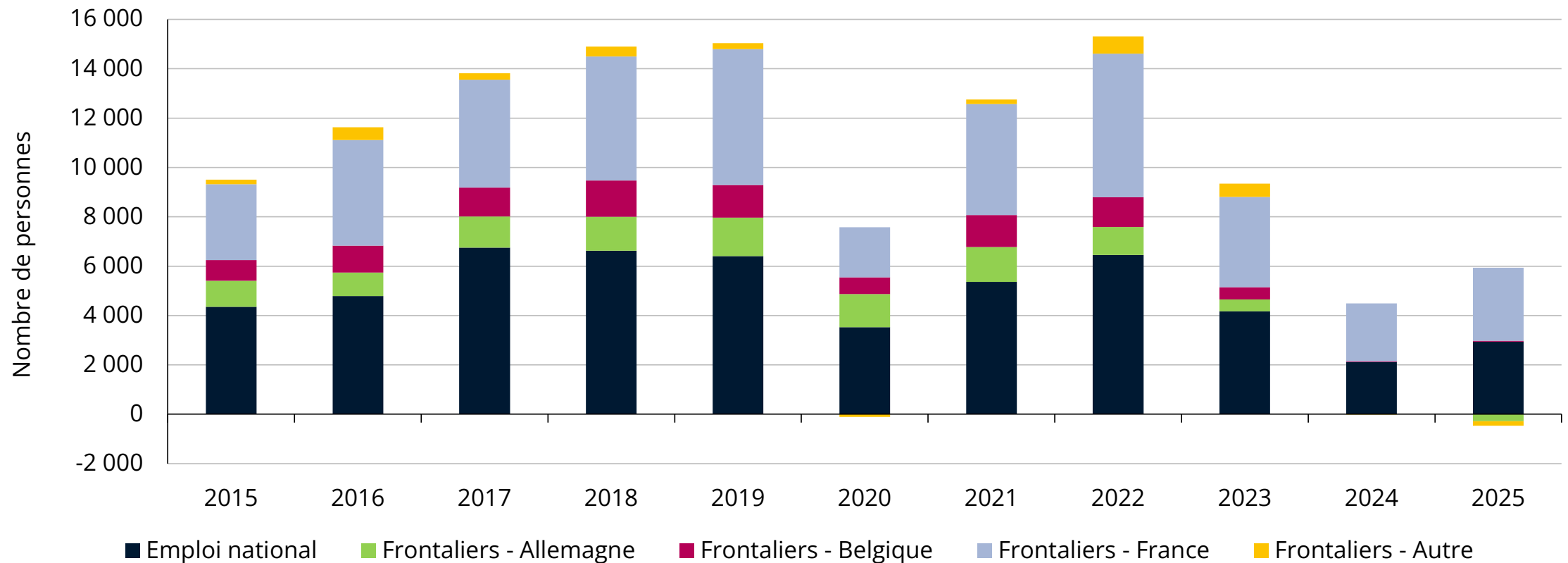
1.7 Évolution de la croissance de l'emploi, par secteur économique entre 2015 et 2025

Variation annuelle



1.7 Évolution de la croissance de l'emploi, par lieu de résidence entre 2015 et 2025

Les créations d'emplois ralentissent et demeurent tirées par les résidents et par les frontaliers français



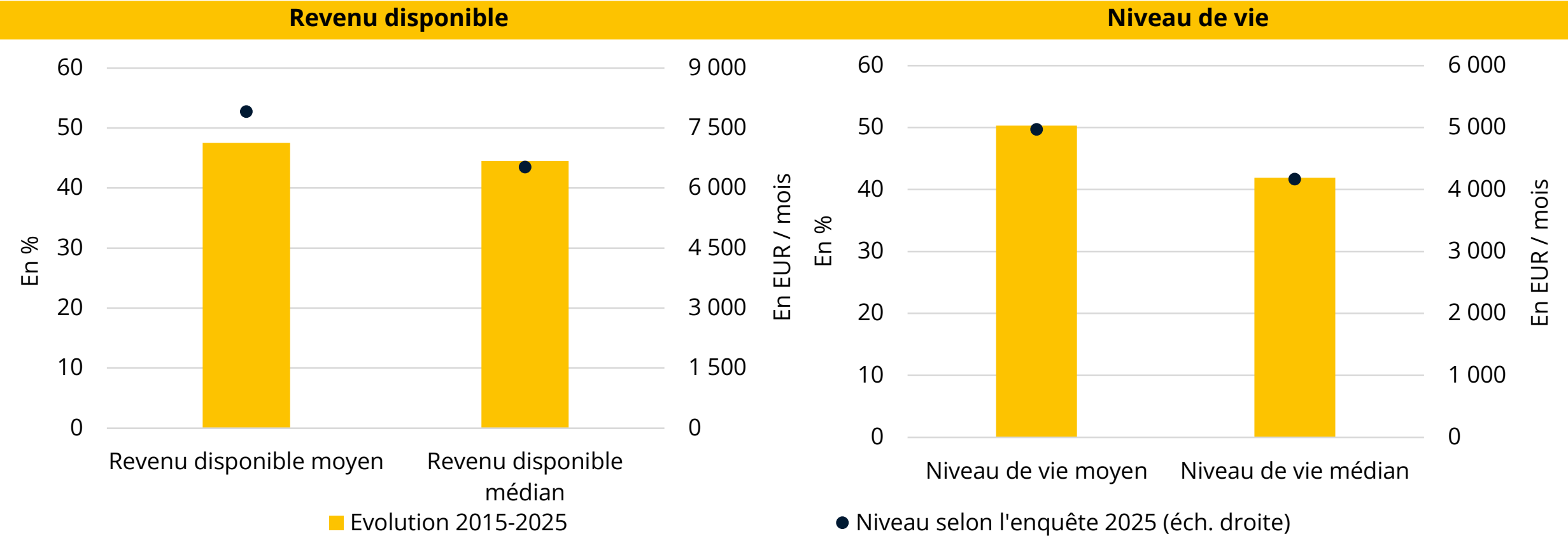


2. Salaires et pouvoir d'achat

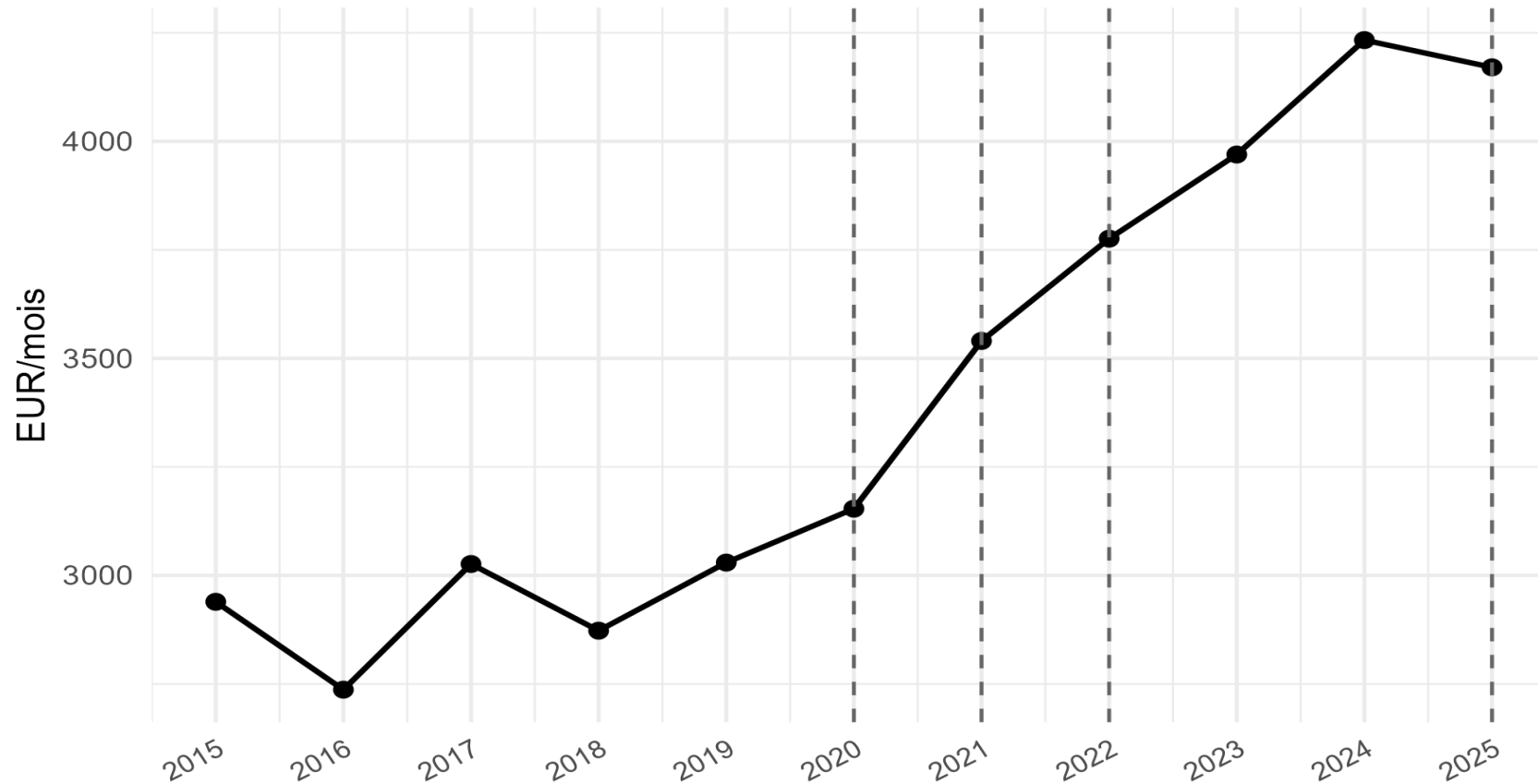
2.1 Évolution des salaires minimums et médian bruts entre 2015 et 2025

Fréquence (relative au temps)	Annuel										
Unité de mesure	Pourcentage										
Nomenclature statistique des activités économiques	Industrie, construction et services (sauf les activités des ménages en tant qu'employeurs et les activités extra-territoriales)										
Indicateur sur la structure des salaires	Salaire minimum mensuel en proportion du salaire mensuel brut médian										
TIME	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	
GEO (Libellés)											
Belgique		47.0				43.2					
Bulgarie		62.9				56.8	54.5	57.2			
Tchéquie											
Allemagne	48.7	47.3	47.2	46.6	46.4	48.8	53.0	52.3	55.9	p	58.5
Estonie											
Irlande											
Grèce		55.0	60.0								
Espagne	43.3	44.2	53.3	55.3	53.7	54.5	56.2				
France	59.3	59.8	59.6	63.0	60.4	60.3	60.6	60.0			
Croatie											
Chypre							58.1	59.1			
Lettonie											
Lituanie		52.0				49.7					
Luxembourg	59.1	59.4	59.7	59.7	60.3	57.9	59.4	59.0	59.3		
Hongrie						49.8	50.5	49.3			
Malte	52.3	51.4	50.3	50.1	56.7	52.8	50.1	52.5	51.8		49.3
Pays-Bas	51.2	51.4	51.2	50.5	50.2	49.7	52.5	60.0	b		
Pologne											
Portugal	67.4	67.7	67.4	68.7	68.7	70.5	71.4	70.6	70.3		73.5
Roumanie											p
Slovénie											
Slovaquie	49.1	50.6	50.7	53.2	54.1	52.6	52.3	51.9			
United Kingdom	54.5	55.5	56.3								
Monténégro											
Albanie	68.9	72.2	70.1	75.9	73.1	73.5	77.4	67.0			
Serbie											
Turquie		70.4									
Valeur spéciale											
:	Non disponible										
Attributs d'observations:											
b	rupture de série										
p	provisoire										

2.3 Évolution du niveau de vie par équivalent adulte entre 2015 et 2025



2.3 Évolution du niveau de vie médian par équivalent adulte entre 2015 et 2025



Source: STATEC, EU-SILC

Note: les années 2020, 2021, 2022 et 2025 marquent des ruptures méthodologiques

2.4 Évolution du pouvoir d'achat des ménages par quintile entre 2015 et 2025

Voir études dans les NDC 1-2022, 2-2022 et 2-2024

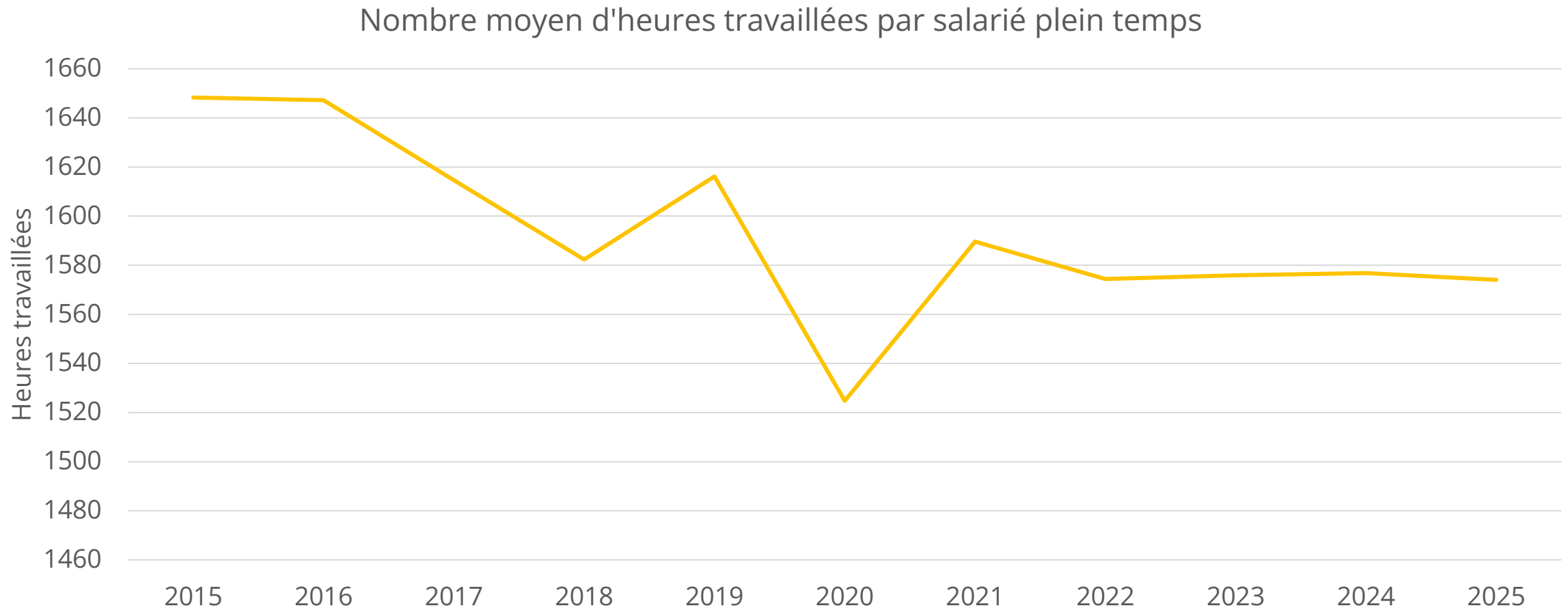
Nouvelle évaluation en cours, avec 2024 comme année de base.

(données de la vague SILC 2025, publiée fin avril 2026, où le STATEC a intégré pour la première fois les données administratives centralisées par l'IGSS)



3. Autres

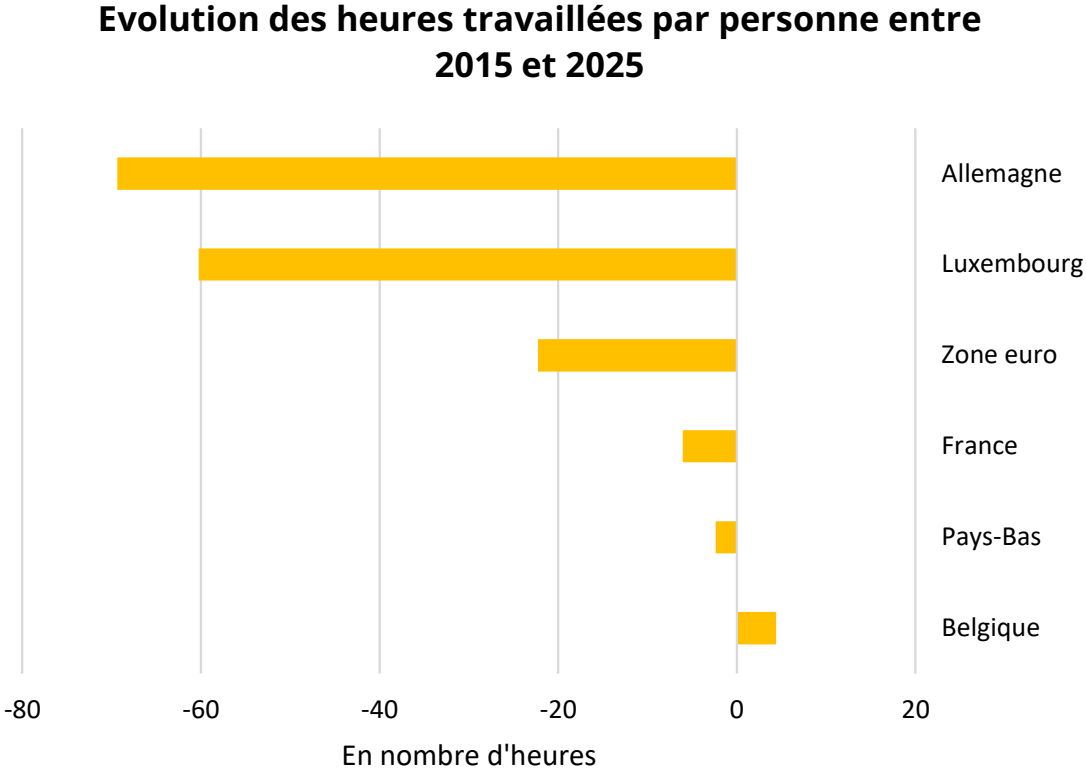
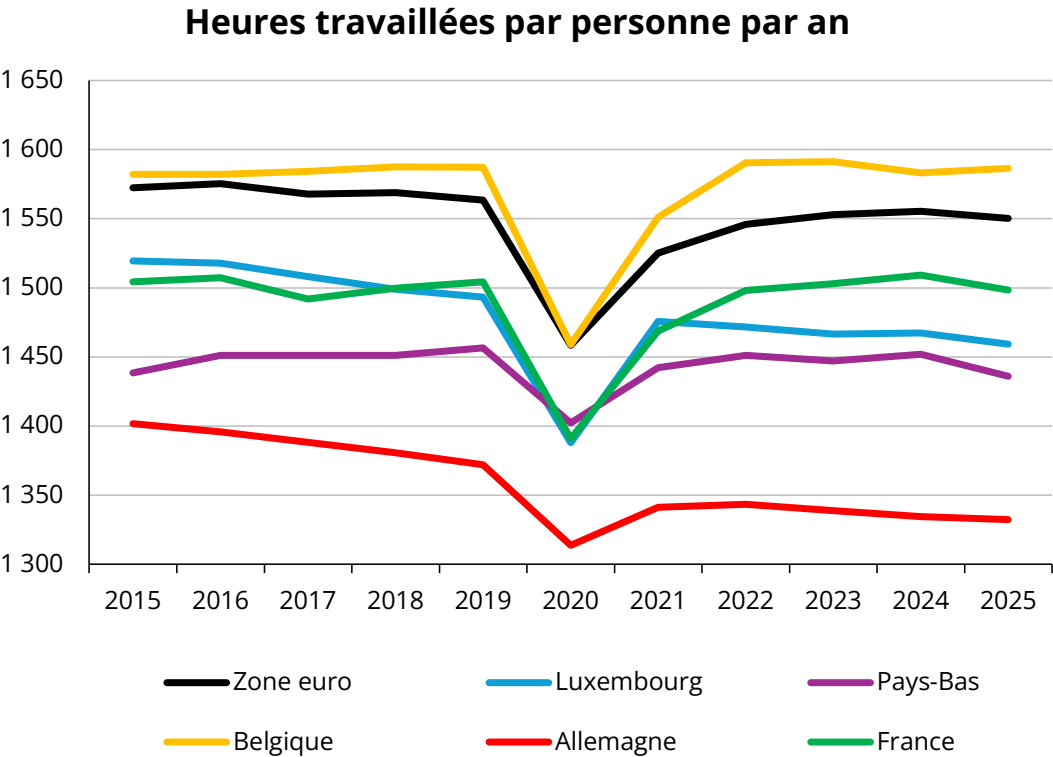
3.1 Évolution du temps de travail effectivement travaillé, pour un salarié à temps plein, par année calendrier, en tenant compte des absences pour congé, des absences pour cause de maladie et des autres absences, entre 2015 et 2025 (par exemple sur base des données de l'enquête CMO).



Source: STATEC, Comptes Nationaux (2025: en partie estimée)

3.1 Évolution du temps de travail effectivement travaillé, pour un salarié à temps plein, par année calendrier, en tenant compte des absences pour congé, des absences pour cause de maladie et des autres absences, entre 2015 et 2025 (par exemple sur base des données de l'enquête CMO).

Tendance à la baisse des heures travaillées





4. Simulations

4.1 Quel serait l'évolution du PIB, de l'inflation, des échéances d'indexations, du coût du travail et du chômage sous un scénario d'un prix du baril de pétrole de 110\$ -120\$ pendant 12 mois (en tenant compte des effets sur le prix de tous les autres biens ; prise en compte des effets de bouclage) ? Voir scénario « choc supplémentaire » à 150\$?

Voir scénario “choc prolongé” des prévisions du STATEC (présentation du 12. mai 2026)

4.2 Quels effets produiraient les mesures prises lors des Tripartites 2022-2023 et d'autres discutées (réduction des accises et de la TVA sur l'énergie : gaz, mazout, essence, électricité) sur les variables mentionnées à la question précédente ? Quel serait l'ordre de grandeur pour éviter que la prochaine indexation (après celle de juin devant tomber en juin 2026) n'intervienne avant juin 2027 ?

Quelles mesures ont été prises en compte dans l'établissement des prévisions actuelles?

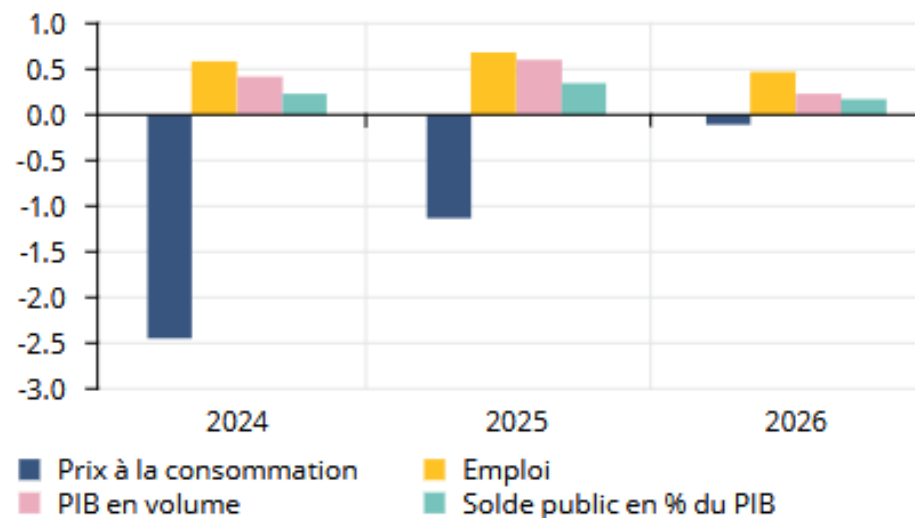
Pour l'établissement des prévisions présentées dans cette Note de conjoncture, les mesures suivantes ont été intégrées:

- Plafonnement des prix de l'énergie (en 2024 et 2025);
- Amélioration du pouvoir d'achat des ménages (surtout via une réduction de la charge fiscale);
- Compensation en faveur des entreprises du coût de la 3^e tranche indiciaire de 2023;
- Relèvement de la taxe CO₂;
- Aides aux entreprises dans le cadre de la crise énergétique;
- Autres modifications de la fiscalité (surtout des entreprises et sur le tabac);
- Mesures en faveur du logement.

Source: STATEC NDC 2-24

Graphique B
Impact des plafonnements des prix énergétiques

En % (points de % pour le solde public)



Note: Le graphique montre la différence entre les prévisions avec les mesures de plafonnements des prix énergétiques et celles sans mesures.

Source: STATEC

4.3 Quel serait le niveau d'aide aux ménages (ou aux salariés) qui serait nécessaire, pour que les quintiles 1 et 2 ne perdent pas de pouvoir d'achat dans l'hypothèse où aucune indexation n'interviendrait avant juin 2027 (12 mois après la prochaine devant tomber en juin 2026) ?

Nouvelle évaluation du pouvoir d'achat en cours, avec 2024 comme année de base.
(correspondant aux données de la vague SILC 2025, publiée fin avril 2026, où le STATEC a intégré pour la première fois les données administratives centralisées par l'IGSS)

4.4 Outre l'énergie en tant que telle, quel est l'impact sur le panier IPCN et sur l'inflation de l'augmentation du prix des matières premières (sur base quelques indices internationaux) ?

Voir présentation du STATEC du 12 mai 2026. Effets indirects via les prix en zone euro, notamment l'alimentation et les biens industriels non énergétiques.